

Etat d'urgence sociale !

LCR JCR

Tract de la Ligue communiste révolutionnaire et des Jeunesses communistes révolutionnaires - 57
12 novembre 2005

Victimes du racisme et des discriminations, de l'humiliation des contrôles au faciès et des brutalités policières ; privés d'avenir par un système scolaire inégalitaire, par le chômage et la précarité ; objets du mépris social permanent ; les jeunes des quartiers populaires ont la rage. Leur révolte est légitime !

Au lieu de répondre à l'urgence sociale, le gouvernement organise le survol par des hélicoptères des quartiers populaires comme Borny et Saint-Eloy, il ressuscite une loi datant de l'époque coloniale, la guerre d'Algérie : tout un symbole ! Cette loi donne aux préfets le pouvoir d'instaurer le couvre-feu, d'interdire réunions et manifestations, d'ordonner des perquisitions de jour et de nuit, de conférer tous les pouvoirs de justice... à la justice militaire ! En suspendant les libertés individuelles, le gouvernement franchit un nouveau pas dans la guerre contre les pauvres et la jeunesse.

Aussi, la LCR et les JCR appellent à braver le couvre-feu en manifestant dans les communes ou les quartiers où il serait institué par le préfet, de nuit s'il le faut.

Politique sécuritaire et libéralisme sont les deux faces d'une même politique. L'ennemi ce n'est pas la voiture du voisin, le bus ou l'école du quartier. L'ennemi ce n'est pas la jeunesse révoltée. Notre ennemi à toutes et tous c'est le gouvernement. C'est lui qui détruit les services publics, casse le code du travail, impose la précarité, expulse des familles de leurs logements et réprime salariés et lycéens. C'est lui qui court après l'extrême droite de Le Pen et de Villiers.

Les militant-e-s de la LCR et des JCR appellent la population, les jeunes en colère, les habitants des quartiers, les forces de gauche et démocratiques à ne pas se laisser diviser et à réagir ensemble. L'espoir est dans la mobilisation populaire !

La mort de Bouna et Zyed et les propos du gouvernement ont été la goutte d'eau qui a fait débordé le vase. Ce qui est en cause, c'est les 20 ans de politiques antisociales menées par les gouvernements successifs, prétendument de gauche ou véritablement de droite. Ces événements posent le problème de l'organisation de cette société basée sur les inégalités, l'exclusion, l'injustice et le racisme.

- ▶ Dehors Sarkozy et le gouvernement !
- ▶ Retrait de toutes les forces de police et des CRS des quartiers !
- ▶ Non à l'Etat d'urgence, non au couvre-feu !
- ▶ Libération immédiate et amnistie des tous les jeunes interpellés !
- ▶ Indemnisation par l'Etat, seul responsable de la situation, des dommages subis par les habitants des quartiers !
- ▶ Français, immigrés : égalité des droits !
- ▶ Non à l'apprentissage dès 14 ans ! Pour étudier, se former, chercher un emploi : un revenu d'autonomie pour la jeunesse !
- ▶ Education, santé, transport, culture... défense, extension et modernisation des services publics !
- ▶ Création massive d'emplois stables !

« ZONES DE NON-DROIT » ?

Borny à Metz et Saint-Eloy à Woippy seraient des « zones de non-droit » : c'est une mystification totale. S'il est une zone géographique où le droit pénal s'applique dans toute sa brutalité, c'est bien ici ! Les auteurs de petits délits finissent toujours par être punis avec une sévérité sans limite et peuplent la prison de Queuleu. Les cités populaires ne sont pas des « zones de non-droit », ce sont des zones de relégation, des terres d'exclusion.

Villepin 1 :

bourses pour les champions de l'école .

Et les autres ? Qu'ils applaudissent ! Partisans de l'égalité, nous rejetons « l'élitisme républicain » et l'objectif d' « égalité des chances » ! Nous militons pour la réussite de tous à l'école. Nous affirmons : tous capables ! Des moyens pour les « zones d'éducation prioritaire » !

Villepin 2 :

exclusion du système scolaire dès 14 ans .

Le grand bourgeois Villepin rêve de la société capitaliste du 19^{ème} siècle. Les enfants des classes populaires, les « classes dangereuses », harassés par le travail, trouvaient le sommeil la nuit...

Villepin 3 :

zones franches, les patrons adorent franchement !

« Nous allons faire un grand plan pour l'emploi autour des cités populaires. » Nouvelle occasion d'exonérer les patrons des cotisations sociales est des impôts. Surpris en petit comité, ils se marraient en se tapant sur le ventre.

Villepin 4 :

avec ou sans-papiers, haro sur les immigrés !

Déjà les populations issues de la colonisation subissaient un racisme très enraciné, bien utile pour diviser les travailleurs et les jeunes. Et Sarkozy ne se contente plus de son objectif de 23000 sans-papiers expulsés par an. Il propose aujourd'hui l'expulsion des immigrés arrêtés suite aux émeutes même s'ils disposent d'un titre de séjour... Un charter qui décolle, c'est Le Pen qui rigole !

Villepin 5 :

rétablissement des subventions aux associations...

après les avoir supprimées dans le budget de l'Etat. But proclamé : promotion du « lien social ». Mission assignée : rétablir le calme. Mission politique n°1 : travailler à l'union sacrée autour des « valeurs de la République ». Et déjà certains présidents d'associations tressent des louanges à Villepin. Lamentable : la misère n'est pas toujours là où on croit.

Pour reconquerir les services publics à Paris le 19 novembre !

Hier France Télécom, l'eau ou Air France ; aujourd'hui EDF, GDF, la SNCF, les autoroutes, le fret ferroviaire, la Poste... Villepin poursuit la politique de ses prédécesseurs (de droite ou de gauche) et livre nos services publics aux intérêts privés, en les privatisant ou en les soumettant à la concurrence. Résultat : des tarifs opaques et prohibitifs, une augmentation du prix du gaz de 12%, la fermeture de gares, de lignes de train, d'hôpitaux et de bureaux de poste jugés non rentables... bientôt, les coupures de courant comme aux Etats-Unis ou la multiplication des accidents de train comme en Angleterre ?

Parallèlement, le gouvernement engage une réforme des impôts qui ne bénéficie qu'aux plus riches : le gouvernement préfère utiliser les richesses que nous produisons à renflouer les caisses des plus favorisés au lieu de développer les services publics et le logement social, et réduire les inégalités sur tout le territoire. Pourtant, chaque jour le montre, les besoins de services publics, de gratuité et de solidarité sont criants.

Logement, transports, éducation, santé, communication ne peuvent être laissés à la gestion du marché, à la concurrence et à la spéculation. Ils ne doivent pas servir à enrichir quelques-uns mais doivent permettre de satisfaire les besoins sociaux. Reconquerir les services publics, les développer et les placer sous le contrôle démocratique de la population est une urgence sociale !

La défaite des marins de Marseille et de Corse, opposés à la privatisation de la SNCF, rend la question plus urgente encore : elle montre la détermination du gouvernement à continuer dans cette voie. La manifestation du 19 novembre à Paris à l'appel de la Fédération des collectifs de défense des services publics (qui regroupe des syndicats comme la CGT, la FSU ou Solidaires, des associations et des partis politiques comme la LCR, et fédère des dizaines de collectifs locaux en lutte contre l'abandon de territoires entiers) est une nouvelle occasion de lui opposer notre propre détermination à ne pas le laisser démanteler nos services publics !

Contactez-nous pour les déplacements collectifs : 06.86.27.93.25



Mercredi 16 novembre à 18h30

Amphi de la fac de Droit

(Campus du Saulcy)

CINE-DEBAT

autour du documentaire
sur la lutte des Ronal

"Mon boulot, l'Europe et moi"

suivi d'un débat avec

Ralph BLINDAUER (avocat des Ronal)
et des ouvriers victimes des
délocalisations

Vendredi 18 novembre à 20h

Centre social République, Metz-Sablon (rue des Robert)

MEETING-DEBAT

**"Quelles ripostes sociales
en France et en Europe ?"**

avec :

Annick COUPÉ (porte-parole de Solidaires)

Alain KRIVINE (porte-parole de la L.C.R.)

Jacques NIKONOFF (président d'A.T.T.A.C.)

Francis WURTZ (député européen P.C.F.)

Qui sommes-nous ?

Aujourd'hui, le système capitaliste mondialisé n'en n'est que plus insupportable : chômage, misère, famines, guerres à répétition, oppression des minorités, désastres écologiques. Etre révolutionnaire, c'est tout simplement vouloir changer ce monde. Si nous n'avons pas de projet de société « clé en mains », nous avons quelques convictions : le droit à l'existence et à la dignité de toutes et de tous doivent passer avant le droit de propriété et la dictature des marchés ; la satisfaction des besoins sociaux doit passer avant la recherche du profit ; l'immense majorité des exploités et des opprimés doivent passer avant les PDG et les actionnaires. Le socialisme pour lequel nous luttons est une société réellement démocratique, où tous pourront décider collectivement des grands choix politiques et sociaux y compris sur les lieux de travail. Sans attendre le grand soir les militant-e-s de la LCR et des JCR, agissent aujourd'hui pour contribuer à la prise de conscience collective de notre force, pour construire les mobilisations afin que l'espoir change de camp !

lcr57@nomade.fr / 06.86.27.93.25 / www.lcr-rouge.org

jcr_metz@hotmail.com / www.jcr-red.org